Wetgeving
2 2 IV 1958
Overgemaakt aan de H.

MV. coördination (2) L. 6094/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 25 janvier 1958, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi provinciale", a donné le 10 février 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e januari 1958 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van de provinciale wet", heeft de 10e februari 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet principal de simplifier le régime relatif à la rémunération et à la pension des membres des députations permanentes des conseils provinciaux, en mettant à charge des provinces l'intégralité de ces rémunérations et pensions. L'Etat versera aux provinces une somme correspondant à la charge qu'il est tenu de supporter en vertu de la législation actuelle.

Accessoirement le projet supprime le maximum fixé actuellement pour les jetons de présence alloués aux conseillers provinciaux.

Toutefois, pour assurer un contrôle du Gouvernement en cette matière, le projet soumet à l'approbation royale les résolutions des conseils provinciaux relatives aux jetons de présence des conseillers provinciaux ainsi que celles relatives aux traitements, aux pensions et aux frais de parcours des membres de la députation.

Ce projet soulève les observations suivantes :

Article 2.

Suivant le texte du Gouvernement, le projet insère une disposition nouvelle au 1° de l'article 69 de la loi provinciale.

Or, le 1° de l'article 69 de la loi provinciale a été abrogé par l'article 9, 3°, de la loi du 22 janvier 1931 relative à la fiscalité provinciale et communale. L'article 2 du projet devrait dès lors non pas insérer une disposition à l'article 69, 1°, mais rétablir l'article 69, 1°, avec le texte prévu.

.../...

Par ailleurs, ce dernier texte devrait également faire mention des indemnités pour frais de parcours, qui ont été omises par inadvertance puisque l'article 5 les prévoit.

Article 5.

En prenant par la loi du 8 mai 1949 une disposition identique à celle qui faisait l'objet de l'article 3 de l'arrêté-loi du 25 février 1947, le législateur a simplement voulu confirmer cette disposition. Dès lors, la mention, dans la phrase liminaire de l'article , de la loi du 8 mai 1949 est suffisante et il n'y a pas lieu d'y ajouter l'article 3 de l'arrêté-loi du 25 février 1947.

\+

\+ \+

Le 1° de l'article 69 de la loi provinciale, tel qu'il sera rétabli , mettra à charge de la province les traitements, pensions et indemnités des députés permanents.

Il est donc superflu de rappeler à l'article 105 de la loi provinciale que ces avantages pécuniaires sont à charge du budget de la province.

\+

\+ \+

.../...

Le nouveau texte prévu par le projet pour l'article 105 de la loi provinciale, ne reprend pas la disposition constituant le dernier alinéa du texte actuel, disposition qui concerne le complément de pension du greffier provincial.

Cette suppression ne sera à l'abri de réserves que si, au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, il ne reste plus en fonctions aucun greffier provincial ayant conservé le bénéfice d'un supplément de traitement à charge des fonds provinciaux, par application de l'article 6, alinéa 2, des arrêtés royaux coordonnés n^{os} 125 et 171 des 28 février et 31 mai 1935.

Dans l'hypothèse contraire, il importerait, si le Gouvernement voulait maintenir aux intéressés le droit qui leur a été reconnu, d'introduire dans le projet une disposition équivalente à celle de l'article 105, dernier alinéa. Il serait toutefois préférable, en raison de son caractère transitoire, de ne plus l'insérer dans la loi provinciale, mais d'en faire une disposition autonome, qui suivrait immédiatement l'article 5 du projet.

Article 7.

Cet article, qui concerne l'entrée en vigueur de la loi, devrait être reporté à la fin du projet.

.../...

Article 8.

Cet article règle le sort de la pension déjà en cours des anciens membres de la députation permanente et de leurs ayants droit. Il dispose que les pensions "à charge du Trésor sont prises en charge par le budget provincial". D'après les renseignements qui ont été donnés au Conseil d'Etat, il tend, en réalité, non seulement à mettre à charge du budget provincial la partie de la pension qui est actuellement supportée par le Trésor public, mais à substituer à celle-ci et au complément provincial une nouvelle pension unifiée, qui sera liquidée conformément au règlement prévu à l'article 5 du projet, avec la réserve cependant que cette substitution ne pourra en aucun cas porter préjudice aux intéressés. Le texte devrait donc être remanié de façon à faire apparaître les intentions du Gouvernement.

Article 9.

Au 1° de cet article, qui tend à abroger l'article 10 de la loi du 30 juillet 1928, il y a lieu de mentionner l'article 11 de la loi du 13 juillet 1930, qui a complété la disposition qu'on se propose d'abroger.

L'article 11 précité a dérogé aux règles générales relatives au cumul des pensions et des traitements, en permettant aux députés permanents de cumuler sans restriction leur traitement à charge de l'Etat avec une pension à charge du Trésor public. Son abrogation aura pour effet de mettre fin à cette faveur. Si le Gouvernement entendait la maintenir, il devrait insérer, au § 1er du nouvel article 105 de la loi provinciale, une disposition suivant laquelle le traitement des membres de la députation permanente peut, jusqu'à concurrence d'un montant de 56.250 francs, être cumulé sans restriction avec une pension à charge du Trésor public.

+

+ +

Le texte ci-après tient compte des observations qui précèdent, à l'exception de celles qui appellent une prise de position de la part du Gouvernement. Il réalise en outre des améliorations de pure forme, qui ne requièrent aucun commentaire.

Projet de loi modifiant la loi provinciale.

...

...

Article 1er.-

L'article 61, alinéa 1er, de la loi provinciale, modifié par la loi du 19 mai 1949, est remplacé par la disposition suivante :

"... (comme au projet) ... ".

Article 2.-

L'article 69, 1°, de la même loi, abrogé par l'article 9, 3°, de la loi du 22 janvier 1931, est rétabli avec le texte suivant :

"1° Les traitements des membres de la députation permanente, leurs pensions de retraite et de survie ainsi que leurs indemnités pour frais de parcours".

Article 3.-

L'article 70, 1°, de la même loi est remplacé par le texte suivant :

"... (comme au projet) ... ".

.../...

Article 4.-

L'article 86, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1870, est remplacé par la disposition suivante :

"... (comme au projet) ...".

Article 5.-

L'article 105 de la même loi, modifié par l'article 2 de la loi du 20 juillet 1920 et par la loi du 8 mai 1949, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Les membres de la députation permanente reçoivent un traitement dont le conseil provincial fixe le montant.

§ 2. Le traitement des membres de la députation permanente couvre toutes les charges inhérentes à l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, les membres de la députation permanente qui ne résident pas au chef-lieu de la province sont indemnisés de leurs frais de parcours selon des règles qui sont fixées par le conseil provincial.

§ 3. Les anciens membres de la députation permanente et leurs ayants droit reçoivent une pension, dont le conseil provincial fixe les conditions et modalités d'attribution".

.../...

Article 6.-

Il est,chaque année, porté au budget du Ministère de l'Intérieur un crédit de 3.870.000 francs, à majorer ou à réduire conformément au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères. La somme ainsi obtenue est partagée par parts égales entre les provinces.

Article 7.-

Est à charge de la province à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi la partie des pensions en cours des anciens membres de la députation permanente et de leurs ayants droit, qui est présentement à charge du Trésor public.

Aux pensions en cours il sera substitué des pensions unifiées, liquidées conformément au règlement prévu à l'article 105, § 3, de la loi provinciale, modifié par la présente loi. Les arrérages de ces pensions ne peuvent toutefois être,en aucun cas, inférieurs à ceux auxquels les intéressés auraient pu prétendre envers le Trésor public et la province en vertu des règles qui leur étaient applicables au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

Article 8.-

Sont abrogés :

1° l'article 10 de la loi du 30 juillet 1928 relative à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du Conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, etc..., complété par l'article 11 de la loi du 13 juillet 1930;

2° ... (comme au projet) ...

.../...

Article 9.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier de l'année qui suit celle de sa publication au Moniteur belge.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Hoofddoel van het ontwerp is, de vereenvoudiging van de bezoldigings- en pensioenregeling der leden van de bestendige deputaties van de provinciale raden, door die bezoldigingen en pensioenen geheel ten laste van de provincies te leggen. De Staat zal aan de provincies een som afdragen die overeenstemt met hetgeen krachtens de huidige wetsbepalingen te zijnen laste komt.

In bijkomende orde wordt het thans geldende maximumpresentiegeld voor provincieraadsleden afgeschaft.

Om echter controle vanwege de Regering te verzekeren, eist het ontwerp de goedkeuring van de Koning voor de beslissingen van de provinciale raden betreffende het presentiegeld van de provincieraadsleden en die betreffende de wedden, pensioenen en reiskosten der leden van de bestendige deputatie.

Bij dit ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

Artikel 2.

Volgens de tekst van het Regeringsontwerp wordt een nieuwe bepaling ingevoegd in artikel 69, 1°, van de provinciale wet.

.../...

Het 1° van artikel 69 van de provinciale wet is echter opgeheven door artikel 9, 3°, van de wet van 22 januari 1931 op het provinciaal en gemeentelijk belastingswezen. Artikel 2 van het ontwerp zou dus niet een nieuwe bepaling moeten invoegen in artikel 69, 1°, maar artikel 69, 1°, herstellen met de opgegeven tekst.

Deze laatste tekst zou ook moeten spreken van de vergoedingen voor reiskosten, die hier klaarblijkelijk zijn vergeten vermits artikel 5 ze vermeldt.

Artikel 5.

Door in de wet van 8 mei 1949 dezelfde bepaling op te nemen als deze die voorkwam in artikel 3 van de besluitwet van 25 februari 1947, heeft de wetgever die eerste bepaling alleen willen bevestigen. Bijgevolg kan in de inleidende volzin van het artikel worden volstaan met de verwijzing naar de wet van 8 mei 1949 en hoeft artikel 3 van de besluitwet van 25 februari 1947 er niet aan te worden toegevoegd.

+

\+ +

.../...

Krachtens het herstelde 1° van artikel 69 van de provinciale wet, zullen de wedden, pensioenen en vergoedingen van de bestendige afgevaardigden ten laste van de provincie komen. Het is dus overbodig in artikel 105 van de provinciale wet te herhalen dat die geldelijke voordelen op de provinciebegroting moeten worden aangerekend.

\+
\+ \+

In de nieuw ontworpen tekst voor artikel 105 van de provinciale wet is de bepaling weggelaten die in de huidige tekst het laatste lid vormt en betrekking heeft op de pensioenbijslag van de provinciale griffier.

Hiertegen zal alleen dan geen voorbehoud te maken zijn, als er bij de inwerkingtreding van de wet geen provinciaal griffier meer in dienst is die het voordeel van een weddebijslag ten bezware van de provinciale gelden heeft behouden bij toepassing van artikel 6, tweede lid, van de gecoördineerde koninklijke besluiten nrs 125 en 171 van 28 februari en 31 mei 1935.

In het tegenovergesteld geval en zo de Regering dat eenmaal toegekende recht aan de betrokkenen wil laten, zou in het ontwerp een bepaling moeten worden ingevoegd in de aard van het laatste lid van artikel 105. Aangezien het hier een overgangsmaatregel is, ware het echter verkieslijk ze niet meer

.../...

in de provinciale wet in te voegen , maar ze als een zelfstandige voorziening onmiddellijk op artikel 5 van het ontwerp te doen volgen.

Artikel 7.

Dit artikel betreft de inwerkingtreding van de wet en moet als zodanig aan het slot van het ontwerp komen.

Artikel 8.

Dit artikel bevat de regeling voor de lopende pensioenen van gewezen leden van de bestendige deputatie en hun rechtverkrijgenden. Het bepaalt dat "de ten bezware van de Schatkist lopende pensioenen ... ten laste van de provinciale begroting worden opgenomen". Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, heeft die tekst in feite niet alleen tot doel het thans door de Schatkist gedragen gedeelte van het pensioen op de provinciale begroting over te dragen, maar dit gedeelte én de provinciale bijslag samen te vervangen door één enkel nieuw pensioen, dat zal worden vereffend overeenkomstig het reglement voorzien in artikel 5 van het ontwerp, met dit voorbehoud nochtans dat bedoelde vervanging de betrokkenen niet mag benadelen. De tekst dient dus zo te worden omgewerkt, dat de bedoeling van de Regering duidelijker tot uiting komt.

.../...

Artikel 9.

Onder 1° van dit artikel, dat artikel 10 van de wet van 30 juli 1928 opheft, vermelde men ook artikel 11 van de wet van 13 juli 1930 dat de bepaling, die men wil opheffen, heeft aangevuld.

Evengenoemd artikel 11 wijkt af van de algemene regeling inzake het cumuleren van pensioenen en wedden, door de bestendige afgevaardigden toe te laten hun wedde ten laste van de Staat zonder beperking te cumuleren met een pensioen ten bezware van de Openbare Schatkist. De opheffing van het artikel zou het einde van die gunst betekenen. Mocht de Regering die gunst toch willen behouden, dan behoort zij in paragraaf 1 van het nieuw artikel 105 van de provinciale wet een bepaling in te voegen volgens welke de wedde van de leden van de bestendige deputatie tot het bedrag van 56.250 frank zonder beperking mag worden gecumuleerd met een pensioen ten bezware van de Openbare Schatkist.

\+

\+ \+

De hierna volgende tekst houdt rekening met de gemaakte opmerkingen, behalve dan met die waarover de Regering stelling moet kiezen. Hij bevat ook enkele, niet nader te commentariëren vormverbeteringen.

.../...

Ontwerp van wet tot wijziging van de provinciale wet.

...

...

Artikel 1.-

Artikel 61, eerste lid, van de provinciale wet, gewijzigd bij de wet van 19 mei 1949, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 2.-

Artikel 69, 1°, van dezelfde wet, opgeheven bij artikel 9, 3°, van de wet van 22 januari 1931, wordt met de volgende tekst hersteld :

"1° De jaarwedden van de leden der bestendige deputatie, hun rust- en overlevingspensioenen en hun vergoedin en voor reiskosten".

Artikel 3.-

Artikel 70, 1°, van dezelfde wet wordt door de volgende tekst vervangen :

"... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 86, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1870, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 5.-

Artikel 105 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 20 juli 1920 en bij de wet van 8 mei 1949, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. De leden van de bestendige deputatie ontvangen een jaarwedde waarvan de provinciale raad het bedrag vaststelt.

§ 2. De jaarwedde van de leden van de bestendige deputatie dekt al de lasten die aan de uitoefening van hun ambt zijn verbonden.

De leden van de bestendige deputatie die buiten de provinciehoofdplaats verblijven, worden evenwel voor hun reiskosten vergoed overeenkomstig de door de provinciale raad vastgestelde regeling.

§ 3. De gewezen leden van de bestendige deputatie en hun rechtverkrijgenden ontvangen een pensioen waarvan de provinciale raad de voorwaarden en de wijze van toekenning vaststelt".

.../...

Artikel 6.-

In de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken wordt ieder jaar een krediet van 3.870.000 frank opgenomen, te vermeerderen of verminderen overeenkomstig het mobiliteitsstelsel dat voor de wedden van het personeel der ministeries geldt. Het aldus verkregen bedrag wordt bij gelijke delen aan de provincies toegewezen.

Artikel 7.-

Vanaf de inwerkingtreding van deze wet komt ten bezware van de provincie, het gedeelte der lopende pensioenen van de gewezen leden van de bestendige deputatie en van hun rechtverkrijgenden, dat thans ten laste is van de Openbare Schatkist.

De lopende pensioenen worden vervangen door een enkel pensioen dat vereffend wordt overeenkomstig het reglement voorzien door artikel 105, § 3, van de provinciale wet, zoals het door deze wet is gewijzigd. De rentetermijnen van die pensioenen mogen echter in geen geval lager zijn dan die waarop de belanghebbenden tegenover de Openbare Schatkist en de provincie aanspraak zouden hebben kunnen maken op grond van de regeling die voor hen gold bij de inwerkingtreding van de wet.

.../...

Artikel 8.-

Opgeheven worden :

1° artikel 10 van de wet van 30 juli 1928 betreffende het bezoldigen van de leden van de rechterlijke orde, de Mijnraad, de bestendige deputaties van de provinciale raden, enz ... aangevuld bij artikel 11 van de wet van 13 juli 1930;

2° ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 9.-

Deze wet treedt in werking de 1ste januari van het jaar volgend op het jaar waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Gegeven te ... ,de ...

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,
A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,
raadsheren van State,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.
Le rapport a été présenté par M. Ch. SMOLDERS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. SMOLDERS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.